

Décision n° 2023-1237
de la présidente de l'Autorité de régulation
des communications électroniques, des postes
et de la distribution de la presse
en date du 26 mai 2023
attribuant des ressources en numérotation à
la société Canal+ Telecom

La présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse,

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu la décision n° 2021-2670 de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 9 décembre 2021 modifiée portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision n° 2018-0881 modifiée de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 24 juillet 2018 établissant le plan national de numérotation et ses règles de gestion ;

Vu la décision du 17 février 2023 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1^{er} et 2 de la décision n° 2021-2670 du 9 décembre 2021 modifiée portant délégation de pouvoirs ;

Vu le dossier complet de demande de la société Canal+ Telecom reçu le 22 mai 2023, sollicitant l'attribution de ressources en numérotation ;

Décide :

Article 1. À compter du 2 juin 2023, les ressources en numérotation indiquées dans le tableau ci-dessous sont attribuées, jusqu'au 2 juin 2025, à la société Canal+ Telecom (Siren : 351 555 792) pour une utilisation dans les territoires correspondants.

Type de ressources	Ressources attribuées	Territoire
Numéros polyvalents vérifiés	09 47 54	Guadeloupe, St Martin et St Barthélemy
Numéros polyvalents vérifiés	09 47 64	Guyane
Numéros polyvalents vérifiés	09 47 74	Martinique
Numéros polyvalents vérifiés	09 47 94	La Réunion - Océan indien

Article 2. La société Canal+ Telecom acquitte, au titre des ressources attribuées à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3. Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les ressources attribuées à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégées par un droit de propriété intellectuelle. Elles ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse.

Article 4. Le directeur Internet, Presse, Postes et Utilisateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Canal+ Telecom et publiée sur le site internet de l'Autorité.

Fait à Paris, le 26 mai 2023

Pour la Présidente et par délégation

David EPELBAUM

Chef de l'unité Opérateurs et Obligations
Légales